

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 2641

[C — 2002/29365]

27 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment les articles 12 et 45;

Vu le décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, notamment l'article 5, modifié par le décret-programme du 20 décembre 2001;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 130 quater, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 6 juin 1994 modifiant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 76, 2°;

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, notamment l'article 53;

Vu le décret du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 fixant les conditions dans lesquelles un membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut être autorisé à exercer une occupation lucrative, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel, notamment les articles 30 et 31;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel), notamment l'article 33;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, notamment l'article 17, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 mars 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française le 2 mai 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 6 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'euro est désormais la seule devise ayant cours légal et qu'il importe que toutes les adaptations qui ne correspondent pas à la conversion strictement mathématique du franc à l'euro soient finalisées et publiées au *Moniteur belge*;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de procéder sans délai aux dernières adaptations à l'euro de certaines dispositions législatives, et de corriger sans autre retard certaines adaptations inappropriées à l'euro, qui sont déjà d'application;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications de dispositions décrétales dérogeant au principe général de conversion en euro

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 130 quater, § 1<sup>er</sup>, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les mots « mille francs » sont remplacés par les mots « 25 euros ».

**Art. 2.** A l'article 76, 2°, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les mots « 2 000 francs » sont remplacés par les mots « 50 euros ».

**Art. 3.** A l'article 10 du décret du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge, les mots « 500 000 francs » sont remplacés par les mots « 12.395 euros ».

CHAPITRE II. — *Modifications de dispositions réglementaires dérogeant au principe général de conversion en euro*

**Art. 4.** A l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel), les mots « 2 000 francs » sont remplacés par les mots « 50 euros ».

**Art. 5.** A l'article 17 § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, les mots « 1 000 francs » sont remplacés par les mots « 25 euros ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives et abrogatoires à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro*

**Art. 6.** A l'article 53 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, modifié par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, les mentions du tableau « ART. 53 » ainsi que celles figurant sous « ART. 53 » sont rapportées.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, il y a lieu d'ajouter, dans le tableau, sous « ART. 12 », une première et une deuxième lignes rédigées comme suit :

§ 1 <sup>er</sup> bis	5 000	124 EUR
	2 500	62 EUR

§ 2. A l'article 45 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, les mentions du tableau « ART. 45 » ainsi que celles figurant sous « ART. 45 » sont rapportées.

**Art. 8.** A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement, modifié par l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, il y a lieu d'insérer, dans le tableau, sous « ART. 6. » , une cinquième et une sixième lignes rédigées comme suit :

10° b)	30 000 000	750.000 EUR
	5 000 000	125.000 EUR

**Art. 9.** Aux articles 30 et 31 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel, modifié par l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, les montants exprimés en franc dans la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau :

ART. 30		
	250	6,20 EUR
ART. 31		
	225	6 EUR
	200	5 EUR
	165	4 EUR
	45	1,15 EUR
	40	1 EUR
	30	0,75 EUR

**Art. 10.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1995 fixant les conditions dans lesquelles un membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut être autorisé à exercer une occupation lucrative, le tableau est complété comme suit :

ART. 2.		
	276.586	6.857 EUR
	138.293	3.429 EUR
	221.268	5.493 EUR
	110.634	2.743 EUR

**Art. 11.** Les articles 8, 9, 14, 15, 16, 17 et 70 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro sont rapportés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales.*

**Art. 12.** Les articles 6, 7 § 2, 8 et 11 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 13.** Les Ministres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 2002.

Par le Gouvernement :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2641

[C — 2002/29365]

**27 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op de artikelen 12 en 45;

Gelet op het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het programmadecreet van 20 december 2001;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 130<sup>quater</sup>, § 1;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 76, 2°;

Gelet op het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, inzonderheid op artikel 53;

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Interfederaal Olympisch Comité, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1995 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen, inzonderheid op de artikelen 30 en 31;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatieafdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatieafdeling), en beroepsonderwijs), inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, inzonderheid op artikel 17, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 maart 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 25 april 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 6 juni 2002 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de euro voortaan het enige devies is met een wettelijke koers en dat alle aanpassingen die niet overeenkomen met de strikt wiskundige omzetting van de frank naar de euro moeten worden uitgevoerd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de laatste aanpassingen van sommige wetgevingsbepalingen aan de euro onverwijld uit te voeren en sommige ongeschikte aanpassingen aan de euro, die reeds van toepassing zijn, zo vlug mogelijk te verbeteren;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van decreetsbepalingen die afwijken van het algemeen principe omzetting in euro*

**Artikel 1.** In artikel 130<sup>quater</sup>, § 1, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « duizend frank » vervangen door de woorden « 25 euro »

**Art. 2.** In artikel 76, 2°, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de woorden « 2000 frank » vervangen door de woorden « 50 euro ».

**Art. 3.** In artikel 10 van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Interfederaal en Olympisch Comité, worden de woorden « 500 000 frank » vervangen door de woorden « 12.395 euro ».

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van verordeningsbepalingen die afwijken van het algemeen principe van de omzetting in euro*

**Art. 4.** In artikel 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatieafdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatieafdeling), en beroepsonderwijs), worden de woorden « 2000 frank » vervangen door de woorden « 50 euro ».

**Art. 5.** In artikel 17, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, worden de woorden « 1000 frank » vervangen door de woorden « 25 euro ».

#### HOOFDSTUK III. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro*

**Art. 6.** In artikel 53 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties, gewijzigd bij artikel 6 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, worden de bepalingen van de tabel « ART. 53 » en de bepalingen opgenomen onder « ART. 53 » ingetrokken.

**Art. 7. § 1.** In artikel 12 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, moeten in de tabel onder « ART. 12 » een eerste en een tweede regel worden toegevoegd die als volgt zijn opgesteld :

§ 1 <sup>bis</sup>	5 000	124 EUR
	2.500	62 EUR

§ 2. In artikel 45 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, worden de bepalingen van tabel « ART. 45 » alsmede de bepalingen onder « ART. 45 » ingetrokken.

**Art. 8.** In artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, moeten, in de tabel onder « ART. 6 » een vijfde en een zesde regel worden ingevoegd, die als volgt zijn opgesteld :

10°b	30 000 000	750.000 EUR
	5 000 000	125.000 EUR

**Art. 9.** In de artikelen 30 en 31 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen, gewijzigd bij artikel 103 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, worden de bedragen uitgedrukt in frank in de tweede kolom van de volgende tabel vervangen door de bedragen uitgedrukt in euro in de derde kolom van dezelfde tabel

ART. 30		
	250	6,20 EUR
ART. 31		
	225	6 EUR
	200	5 EUR
	165	4 EUR
	45	1,15 EUR
	40	1 EUR
	30	0,75 EUR

**Art. 10.** In artikel 2 van het besluit van de de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1995 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen, wordt de tabel als volgt aangevuld :

ART. 2.		
	276 584	6.857 EUR
	138 293	3.429 EUR
	221 268	5.493 EUR
	110 634	2.743 EUR

**Art. 11.** De artikelen 8, 9, 14, 15, 16, 17 en 70 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro worden ingetrokken.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 12.** De artikelen 6, 7 § 2, 8 en 11 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

**Art. 13.** De Ministers van de Regering worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 2002.

Vanwege de Regering

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE,

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL